



# **CONSEIL MUNICIPAL**

16 MAI 2019

## **NOTE DE SYNTHÈSE**

## **1- Rapport d'activité des services municipaux 2018**

Madame le Maire présente le 2<sup>ème</sup> rapport d'activité des services municipaux de Saint Jean de Védas.

Elle rappelle que c'est une vraie volonté de la part de la collectivité de réaliser et d'éditer un tel document.

Tout d'abord, ce rapport permet d'informer précisément et en toute transparence tous ceux qui le souhaitent. Les Védasiens, en premier lieu, disposeront d'éléments concrets sur leurs services municipaux, qui sont à leur disposition. Ils pourront aussi juger de la manière dont leurs impôts sont utilisés en matière de services publics.

En interne, ce rapport d'activité sera également fort utile : élus et services pourront avoir ainsi une vision panoramique de l'action publique déployée.

Par son exhaustivité, ce rapport valorise la diversité et la qualité des services publics védasiens.

A Saint Jean de Védas, la quasi-totalité de l'action publique est menée par des agents municipaux. C'est un héritage historique et un choix de continuer en ce sens. La commune maîtrise ainsi son action pour tous, à tout âge de la vie, pour la vie quotidienne de tous et l'épanouissement de chacun.

Elle souligne que, dans un contexte de difficultés économiques et sociales persistantes et malgré les tensions budgétaires subies par la commune, l'action de service public menée par les services municipaux demeure un point d'appui important et stable pour chaque Védasien.

Madame le Maire remercie très chaleureusement les agents municipaux pour leur travail et leur investissement, ainsi que les élus qui l'entourent.

Madame le Maire propose de prendre acte de la communication du deuxième rapport d'activité des services municipaux.

### **Après examen et en avoir délibéré, le Conseil Municipal vote :**

|                   |  |
|-------------------|--|
| <b>Pour</b>       |  |
| <b>Contre</b>     |  |
| <b>Abstention</b> |  |

### **Le Conseil Municipal, ayant entendu l'exposé de Madame le Maire :**

- **PREND ACTE** de la communication du rapport d'activité des services municipaux 2018.

**Le rapport d'activité vous a été remis dans vos boîtes aux lettres en Mairie.**

## 2- Modification du tableau des effectifs

Madame le Maire propose à l'assemblée de modifier le tableau des emplois de la collectivité comme suit :

| <b>Cadre d'emplois</b>                    | <b>Poste</b>                      | <b>Nombre de postes à créer</b> | <b>Motif</b>                 | <b>Date</b> |
|---|-----------------------------------|---------------------------------|------------------------------|-------------|
| Agents de Police Municipale (Catégorie C) | Gardien-Brigadier à temps complet | 1                               | Nomination réussite concours | 01/07/2019  |
|   | A confirmer                       | 1                               | Mutation                     | 01/07/2019  |

Après examen et en avoir délibéré, le Conseil Municipal vote :

|                   |  |
|-------------------|--|
| <b>Pour</b>       |  |
| <b>Contre</b>     |  |
| <b>Abstention</b> |  |

Le Conseil Municipal, ayant entendu l'exposé de Madame Le Maire :

- **ADOPTE** les modifications du tableau des effectifs telles que présentées ci-dessus ;
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;
- **DIT** que les crédits nécessaires sont prévus au chapitre 012 du budget 2019.

### **3- Renouveaulement d'un emploi de contractuel « chargé(e) de mission urbanisme et aménagement », catégorie A**

Le conseil municipal du 22 mars 2018 a validé un emploi de contractuel occupé par un agent recruté par voie de contrat à durée déterminée pour une durée d'un an en application de l'article 3-3-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 autorisant le recrutement d'agent contractuel en l'absence de cadre d'emploi de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.

Pour rappel, l'emploi concerné était : chargé(e) de mission urbanisme et aménagement contractuel à temps complet pour exercer principalement les missions suivantes :

- Elaborer des cahiers des charges pour les consultations d'appels d'offres
- Préparer les contrats de concession d'aménagement et les contrats d'études (mandats ou AMO)
- Assurer le pilotage des études de faisabilité et/ou pré-opérationnelles (Orientations d'Aménagement)
- Mettre en place les éléments constitutifs d'un projet (partenaires, concertation, ...),
- Suivre les aspects financiers des contrats passés
- Piloter les études et les opérations d'aménagement en lien notamment avec Montpellier Méditerranée Métropole
- Assister aux réunions partenariales de suivi des projets tels que les comités de pilotage et les groupes de projets techniques, réunions publiques,
- Conduire l'évaluation des projets

Le contrat arrivant à échéance au 30 juin 2019, Madame le Maire propose de renouveler le poste au 1er juillet 2019, dans les mêmes conditions, pour une durée de 1 an renouvelable une fois et de fixer la rémunération par référence au grade d'ingénieur territorial (catégorie A), indice Brut 441 (correspondant au 1er échelon) et attribuer le régime indemnitaire correspondant institué par l'assemblée délibérante. Cette rémunération sera augmentée dans les mêmes proportions et suivant le même rythme que le traitement des fonctionnaires.

Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans.

Madame le Maire demande au conseil municipal de l'autoriser à signer le contrat de travail correspondant à ce recrutement.

#### **Après examen et en avoir délibéré, le Conseil Municipal vote :**

|                   |  |
|-------------------|--|
| <b>Pour</b>       |  |
| <b>Contre</b>     |  |
| <b>Abstention</b> |  |

#### **Le Conseil Municipal, ayant entendu l'exposé de Madame le Maire :**

- **APPROUVE** le renouvellement du poste de chargé(e) de mission urbanisme et aménagement dans les conditions indiquées par Madame Le Maire ;
- **ADOpte** les modalités de rémunération telles qu'énoncées ci-dessus ;
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer tous les documents relatifs à ce renouvellement ;
- **DIT** que les crédits nécessaires sont prévus au chapitre 012 du budget.

#### **4 – Création d'emploi : 2 agents de surveillance de la voie publique**

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, article 3 (1°) : « accroissement temporaire d'activité ».

Afin de renforcer l'équipe de la Police Municipale, Madame le Maire propose le recrutement temporaire de 2 Agents de Surveillance de la Voie Publique (ASVP), à temps complet, rémunérés sur la base de l'indice brut 348 du grade d'adjoint technique 1er échelon.

Les contrats à durée déterminée pourront être conclus pour une période d'un an maximum pendant une même période de dix-huit mois consécutifs.

Les missions principales d'un ASVP sont les suivantes :

- surveillance et relevé des infractions dans les conditions et dans les limites fixées par les lois,
- prévention aux abords des équipements et lieux publics,
- renseignement des usagers des voies publiques.

Ces agents devront obligatoirement être, à la demande de Madame le Maire, agréments par le Procureur de la République et assermentés par le juge d'instance du Tribunal de Police.

#### **Après examen et en avoir délibéré, le Conseil Municipal vote :**

|                   |  |
|-------------------|--|
| <b>Pour</b>       |  |
| <b>Contre</b>     |  |
| <b>Abstention</b> |  |

#### **Le Conseil Municipal, ayant entendu l'exposé de Madame le Maire :**

- **APPROUVE** le recrutement de 2 ASVP dans les conditions indiquées par Madame Le Maire ;
- **ADOPTE** les modalités de rémunération telles qu'énoncées ci-dessus ;
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer tous les documents relatifs à ce recrutement ;
- **DEMANDE** que les crédits nécessaire soient prévus au chapitre 012 du budget.

## **5 - Création d'emploi temporaire : 2 agents de propreté pour assurer le nettoyage des voiries et des espaces publics de la commune**

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, article 3 (1°) : « accroissement temporaire d'activité ».

Madame le Maire propose le recrutement temporaire de 2 agents de propreté, à temps complet, rémunéré entre l'indice brut 348 et l'indice brut 356 du grade d'adjoint technique en fonction de leurs expériences et leurs profils.

Les contrats à durée déterminée pourront être conclus à partir du 17 mai 2019 pour une durée de 6 mois renouvelables une fois pendant une même période de dix-huit mois consécutifs.

Les missions principales des agents de propreté sont les suivantes :

- Nettoyage mécanique des voiries et des abords
- Enlèvement des déchets
- Enlèvement des herbes en bordure de voirie
- Nettoyage des sanitaires publics

Ces agents seront rattachés aux services techniques, sous la responsabilité d'un chef d'équipe.

**Après examen et en avoir délibéré, le Conseil Municipal vote :**

|                   |  |
|-------------------|--|
| <b>Pour</b>       |  |
| <b>Contre</b>     |  |
| <b>Abstention</b> |  |

**Le Conseil Municipal, ayant entendu l'exposé de Madame le Maire :**

- **APPROUVE** le recrutement de 2 agents de propreté dans les conditions indiquées par Madame Le Maire ;
- **ADOPTE** les modalités de rémunération telles qu'énoncées ci-dessus ;
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer tous les documents relatifs à ce recrutement ;
- **DEMANDE** que les crédits nécessaires soient prévus au chapitre 012 du budget.

## **6 - Evolution du régime indemnitaire du personnel de la ville**

Vu la délibération n°2014-99 du 17 décembre 2014, adoptant un nouveau régime indemnitaire pour le personnel de la ville.

Vu délibération n°2016-51 du 12 juillet 2016, modifiant le nouveau régime indemnitaire pour le personnel de la ville.

Vu l'avis du Comité Technique en date du 21 février 2019 et du 14 mai 2019

Madame le Maire rappelle que la collectivité verse aux agents municipaux un régime indemnitaire constitué de plusieurs parts :

- Une part liée au grade détenu par l'agent, dit régime indemnitaire de grade
- Une part liée aux fonctions et sujétions particulières exercées par l'agent, dit régime indemnitaire de fonctions
- Une part forfaitaire appelée prime de participation au service public

Madame le Maire propose au conseil municipal deux modifications du régime indemnitaire en vigueur dans la collectivité :

### **1/ Une revalorisation du montant forfaitaire de la prime de participation de service public**

La proposition est de porter le montant de cette prime, actuellement à 1200 €, à 1300 € (brut) pour un agent à temps complet.

Les modalités de versement de cette prime restent inchangées :

Cette prime forfaitaire est versée par semestre à tous les agents titulaires, stagiaires et non titulaires de la collectivité ; son montant est proratisé en fonction du temps de travail de l'agent.

**2/ Une modification du montant et des modalités de versement de la prime de sujétions.** Actuellement cette prime forfaitaire de sujétions de 50 € par mois est versée aux agents occupant des fonctions impliquant des contraintes horaires (horaires décalés, forte amplitude, travail régulier soir et week-end) et des risques au niveau de la sécurité physique.

Il est proposé de verser la prime de sujétions en intégrant une modulation en fonction de la fréquence d'exposition à la contrainte et du niveau de risque des postes de travail :

#### **FREQUENCE DES CONTRAINTES HORAIRES**

- 1 – Occasionnelle/ (pas tous les mois)
- 2 – Régulière/ (plusieurs fois par mois)
- 3 – Très régulière / plusieurs fois par semaine

#### **NIVEAU DE RISQUE**

- 1 – Mineur
- 2 – significatif
- 3 – grave

#### **Modulation de la prime de sujétion :**

- Cotation de 0 à 1 : pas de prime
- Cotation de 2 à 6 : prime de 50€
- Cotation au-delà : prime de 100 €

| Liste des emplois bénéficiaires de la prime de sujétion | Contrainte               | Fréquence | Niveau de risque | Cotation (fréquence x risque) | Montant Mensuel |
|---|--------------------------|-----------|------------------|-------------------------------|-----------------|
| Conducteur de nacelle                                   | Travail en hauteur       | 1         | 3                | 3                             | 50              |
| Technicien Chai du Terral                               | Travail en hauteur       | 1         | 3                | 3                             | 50              |
| Logistique/festivités                                   | Travail soir et week-end | 2         | 1                | 2                             | 50              |
| ASVP  | Sécurité                 | 3         | 2                | 6                             | 50              |
| Policiers   | Travail soir et week-end | 3         | 1                | 3                             | 100             |
|   | Sécurité                 | 3         | 3                | 9                             |                 |

Madame le Maire rappelle que le régime indemnitaire est versé en tenant compte du principe de parité avec l'Etat, à savoir qu'à titre individuel, toutes primes confondues, un agent ne pourra se voir allouer un montant de primes supérieur à celui pouvant être versé à un fonctionnaire d'Etat de corps équivalent tel que défini par l'annexe du décret du 6 septembre 1991 susvisé.

Madame le Maire indique que toutes les autres dispositions des délibérations 2014-99 et 2016-51 restent inchangées.

**Après examen et en avoir Délibéré, le Conseil Municipal vote :**

|                   |  |
|-------------------|--|
| <b>Pour</b>       |  |
| <b>Contre</b>     |  |
| <b>Abstention</b> |  |

**Le Conseil Municipal, ayant entendu l'exposé de Mme le Maire :**

- **ACCEPTE** l'augmentation de la prime de participation au service public proposée et dit que le montant de cette prime sera désormais de 1300 € brut pour un agent à temps complet.
- **ACCEPTE** la modification du montant et des modalités de versement de la prime de sujétions telle que proposée par Madame le Maire
- **INDIQUE** que l'ensemble des autres dispositions du régime indemnitaire communal tel que définie par les délibérations n°2014-99 et 2016-51 sont maintenues.
- **INDIQUE** que les crédits nécessaires au versement du régime indemnitaire sont prévus au chapitre 012 du budget 2019
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer tous documents relatifs à la mise en œuvre de cette revalorisation du régime indemnitaire

## **7 - Convention de gestion des services numériques communs**

La ville doit sans cesse répondre aux défis et aux enjeux de l'administration électronique et de la dématérialisation à l'instar des autres collectivités territoriales.

Pour aider les communes à répondre à ce défi, Montpellier Méditerranée Métropole propose depuis de nombreuses années des outils partagés en matière de numérisation, dématérialisation et informatisation. Saint Jean de Védas utilise d'ores et déjà une grande partie des services numériques et dématérialisés mutualisés avec Montpellier Méditerranée Métropole :

- E-services aux usagers
- Dématérialisation des procédures de marchés publics
- Dématérialisation des flux comptables
- Dématérialisation des conseils municipaux
- La mise à disposition publiques des données numériques « open data »

D'autres services sont en cours de mise en place et notamment la signature électronique et la transmission des pièces comptables au Trésorier.

Ces services ont fait l'objet de plusieurs conventions au fil du temps.

L'objet de la présente convention est de regrouper l'ensemble de ces services numériques communs au sein d'une seule et même convention.

Les conditions financières pour la commune feront l'objet d'un coût annuel forfaitaire pour chacune des applications utilisées calculé la base d'un coût par habitant.

Les obligations de la commune et les conditions financières sont détaillées dans la convention jointe et ses annexes.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à gérer tous les aspects techniques liés à ces outils (hébergement, maintenance, paramétrage, formation, évolution technique et réglementaires...).

Compte tenu de l'opportunité que représente l'utilisation de ces outils numériques proposés par la Métropole, Madame le Maire propose au conseil municipal de l'autoriser à signer la convention de gestion des services numériques communs.

**Après examen et en avoir Délibéré, le Conseil Municipal vote :**

|                   |  |
|-------------------|--|
| <b>Pour</b>       |  |
| <b>Contre</b>     |  |
| <b>Abstention</b> |  |

**Le Conseil Municipal, ayant entendu l'exposé de Mme le Maire :**

- **APPROUVE** la convention de gestion des services numériques communs
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer ladite convention annexée à la présente délibération, et tous les documents relatifs à cette affaire.

# CONVENTION DE GESTION DE SERVICES NUMERIQUES COMMUNS

## **Entre :**

La Commune de Saint Jean de Védas représentée par son maire Isabelle GUIRAUD, habilité à signer la présente convention par délibération en date du 16 mai 2019,

Ci-après dénommé : « la Commune »,

**D'une part**

## **Et :**

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président Philippe Saurel, habilité à signer la présente convention par délibération 16 mai 2019,

Ci-après dénommé : « La Métropole »,

**D'autre part**

## **Préambule**

Montpellier Méditerranée Métropole et l'ensemble de ces communes et plusieurs Centres Communaux d'Actions Sociale ont développé depuis de nombreuses années des outils partagés afin de répondre conjointement aux défis et aux opportunités qu'offrent la numérisation, la dématérialisation et l'informatisation des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics. Ces évolutions technologiques impactent à la fois leur fonctionnement interne, leurs échanges avec les tiers publics et privés, leurs relations avec les administrés.

L'ensemble des acteurs souhaite poursuivre cette coopération afin de disposer de services publics modernes et efficaces qui puissent offrir à leurs partenaires et à leurs administrés une réactivité et une sécurité informatique optimales. Cette mission d'intérêt général partagée, permet de développer une identité numérique métropolitaine et communale respectueuse de l'ensemble des libertés individuelles, conforme au règlement général pour la protection des données désormais en vigueur au sein de l'ensemble des états de l'Union Européenne.

Cette coopération entre personnes publiques s'inscrit dans les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et du Code des Marchés Publics. Elle constitue une des actions majeures du schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes, adopté le 13 décembre 2015 et mis à jour chaque année.

## **Article 1er : Objet de la convention**

La présente convention établie en application des articles L 5217-7 et L 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales a pour objet de mettre en place des solutions communes à la commune de XXXX ou au CCAS de XXXX et à la Métropole en matière :

- d'administration électronique
- de services en ligne aux usagers ;
- de dématérialisation des procédures de marchés publics en application des dispositions réglementaires et législatives en vigueur ;
- de mise à disposition publique des données numériques « open data »

- La plateforme d'e-administration partagée offre aux communes membres, aux CCAS partenaires et à la Métropole un ensemble de services cohérents couvrant l'ensemble de la chaîne de dématérialisation administrative et comptable, à travers un portail sécurisé et unifié facilitant les échanges entre l'ensemble des parties à la présente convention et les services de l'Etat.

Elle concerne :

- la signature électronique et la transmission de l'ensemble des actes soumis au contrôle de légalité : décisions, arrêtés individuels et réglementaires, délibérations, contrats publics, documents budgétaires....
- la signature et la transmission au comptable public, des pièces comptables (bordereaux, titres, mandats ...) et les pièces justificatives (factures, paye, délibérations, pièces de passation et d'exécution des marchés publics...)
- la dématérialisation de l'envoi des convocations et la mise à disposition des documents aux élus à la fois dans le cadre des commissions d'examen des projets de délibération et au titre des obligations d'informations applicables aux conseils municipaux et métropolitains
- l'archivage électronique des actes

Ce service d'intérêt général est soumis aux principes d'adaptabilité du service public. Il est évolutif en fonction des obligations légales en vigueur en matière d'administration électronique.

- Les services numériques qui peuvent être mis en œuvre par les communes membres, les CCAS partenaires et la Métropole à destination de l'ensemble des administrés et usagers sont accessibles de manière indistincte depuis les sites communaux et intercommunaux et des CCAS partenaires. Chaque citoyen des 31 communes ou bénéficiaires des services des CCAS partenaires dispose d'un accès sécurisé et mutualisé au travers d'un compte qu'il doit créer lors sa première connexion.

Cette « identité numérique métropolitaine et communale » lui permet d'accéder aux télé-services de sa commune et à ceux de la Métropole grâce à la technologie de « la fédération d'identité ».

Le catalogue de télé-service pré-paramétré dont peuvent bénéficier les communes et les CCAS partenaires est disponible et mis à jour à l'adresse suivante : <https://catalogue.publik.love>

Il comprend notamment :

- demande de copies d'acte de mariage
- demande des copies d'acte de naissance
- demande des copies d'acte de décès
- demande de copie de livret de famille
- demande d'intervention des services municipaux
- demande d'inscription en centre de vacances
- demande de stationnement pour un déménagement
- déclaration d'ouverture de chantier
- demande de rendez-vous avec un élu, ou des représentants des services municipaux
- formulaire de contact générique

Les communes et les CCAS partenaires peuvent prétendre à l'ensemble des services figurant dans le catalogue.

- Le portail d'accès aux procédures dématérialisées de commande publique regroupe à ce jour 30 municipalités, la Métropole et plusieurs CCAS. La solution informatique mise en œuvre en commun permet aux entreprises d'accéder à l'ensemble des avis d'appels publics à la concurrence et des dossiers de consultation des entreprises de l'ensemble

des partenaires associés à cette démarche tout en leur ménageant la possibilité de personnaliser leurs pages d'accueil et leurs modalités d'échanges d'informations propres à chacun de leurs sites.

- Montpellier Méditerranée Métropole en association avec l'ensemble des communes et CCAS partenaires a développé un portail d'accès aux données ouvertes (Open Data). Le portail mis en œuvre dispose d'une page d'accueil qui permet d'identifier chaque commune et ccas partenaires.

Dans le cadre de la présente convention, la commune de Saint Jean de Védas, à l'instar des autres collectivités partenaires, dispose de sa propre charte graphique.

Le portail, ainsi que l'ensemble des solutions qu'il regroupe sont mis en œuvre sur la base d'une solution paramétrée, hébergée et mise à jour par les services de Montpellier Méditerranée Métropole.

Les fiches descriptives de chacune des solutions informatiques objet de la présente convention figurent en annexe 1 ainsi qu'un tableau récapitulatif de celles mises en œuvre conjointement par la commune de Saint Jean de Védas et la Métropole.

## **Article 2: Missions incombant aux deux parties :**

- **Concernant la plateforme d'e-administration :**

➤ La Métropole assure :

- l'hébergement et la maintenance de la plateforme
- le support technique et fonctionnel
- la formation initiale des référents

➤ La commune assure, au titre de ses propres besoins :

- l'acquisition et le renouvellement des certificats électroniques personnels de ses agents par télétransmission.
- les paramétrages notamment au titre de la charte graphique
- l'établissement de bordereaux de transmission adaptées
- la formation des agents utilisateurs

- **Concernant les services numériques aux usagers :**

➤ La Métropole assure :

- l'hébergement et la maintenance de la plateforme informatique, avec garantie de bande passante
- le paramétrage de la charte graphique et l'installation de la solution informatique dans la commune
- l'assistance pour l'installation et la prise en main de la solution au sein de la commune (1 journée de formation pour le référent, 1 journée d'accompagnement)
- l'intégration d'un seul nouveau formulaire non défini dans le catalogue. (paramétrage, intégration sur la plateforme, ....)

Toute intégration supplémentaire s'effectuera en application des dispositions financières de l'article 3.

- le support technique et fonctionnel de maintenance pour l'ensemble des utilisateurs

➤ La Commune assure :

- la rédaction de cadre-type de réponse
- l'animation de sa plateforme
- le maintien des liens avec les plateformes communales et intercommunales

- **Concernant le Portail de dématérialisation des procédures :**

- La Métropole assure :
  - l'acquisition et la maintenance des 2 serveurs dédiés à la solution commune de dématérialisation
  - l'hébergement et la sauvegarde des informations du système mutualisé de dématérialisation des marchés publics avec bande passante garantie
  - la maintenance et la mise à jour du portail
  - le paramétrage de la charte graphique, des messages de réponse et la mise en place de l'application
  - l'assistance pour la mise en œuvre du système de dématérialisation
  - une formation d'une journée des agents référents en charge de la plateforme
  - l'archivage des offres et des dossiers sur des supports dédiés
  
- La commune assure :
  - la mise en place et l'éventuelle évolution de la charte graphique de son site
  - la rédaction et la mise en ligne de documents types ou de messages types
  - la mise en ligne des avis d'appels publics à la concurrence et des dossiers de consultation
  - la gestion dématérialisée des procédures sur la plateforme
  - l'archivage régulier des procédures à leur issue

● **Concernant la plateforme de mise à disposition des données numériques « Open Data » :**

- La Métropole assure :
  - Acquisition et maintenance de serveurs dédiés à la solution mutualisée de plateforme Open Data.
  - Hébergement et sauvegarde des informations du système mutualisé.
  - Maintenance et mise à jour du portail.
  - Paramétrage de la charte graphique.
  - Assistance pour la mise en œuvre de la plateforme au sein de la commune.

Les agents responsables de la mise à jour des données ouvertes pourront bénéficier de formations proposées par Montpellier Méditerranée Métropole en rapport avec la plateforme.

Cette mise à disposition de données numériques publiques ouvertes participe au développement économique du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole et à l'amélioration des services publics relevant de sa compétence. Cette prestation est donc effectuée à titre gratuit pour le compte de la commune ou du CCAS

- La commune assure : la mise à jour régulière des données sur la solution mutualisée de la plateforme Open Data mise en œuvre par Montpellier Méditerranée Métropole dans les conditions définies à l'article 2.  
Les données ouvertes seront mises à disposition du public sur la plateforme Open Data, dans le cadre d'une licence d'utilisation jointe en annexe et approuvée par délibération du Conseil Municipal de la commune ou du Conseil d'Administration du CCAS .....

**Article 3 : Les évolutions et adaptations des solutions informatiques :**

La Métropole assurera la mise en œuvre des évolutions globales des outils et plateformes informatiques communes, notamment concernant l'actualisation des versions ou les adaptations liées aux modifications du cadre légal.

Elle pourra aussi dans la limite de ses moyens humains et matériels, procéder à des adaptations, des évolutions, des formations dédiées, à la demande des communes ou des CCAS partenaires.

Le calendrier d'intervention, les moyens humains affectés, le volume d'intervention et le coût de cette prestation seront établis d'un commun accord par échange de mail entre la Métropole, la commune ou le CCAS partenaire, sur la base du bordereau de prix figurant en annexe 3 en fonction des 3 profils suivants : technicien/ chef de projets junior/ chef de projet senior.

#### **Article 4 : Dispositions financières :**

Les prestations mentionnées à l'article 2 ainsi qu'au 1<sup>er</sup> paragraphe de l'article 3 portant sur la mise en œuvre, la maintenance, les évolutions et les adaptations concernant l'ensemble des partenaires (communes, CCAS) font l'objet d'un coût annuel forfaitaire établi pour chacune des applications mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> et décrite de manière détaillé en annexe 1.

La diffusion de données informatiques publiques participe au développement de l'écosystème numérique métropolitain.

La mise en œuvre, la maintenance et l'évolution de la plateforme Open Data ne fera l'objet d'aucune refacturation aux communes et CCAS partenaires au titre de la présente convention.

Les tableaux récapitulatifs de calcul des coûts figurent en annexe 2.

Ils sont établis pour chaque application sur la base d'un coût par habitant calculé comme suit :

#### **(PopComXPappli)/( PopTot-Part3M)**

Pop Com = population de la commune

Pappli= coût annuel global de l'appli (maintenance/ exploitation/ évolutions et adaptations globales/ amortissement des investissements)

PopTot =Total de la population des 31 communes

Part 3M= participation de la 3M à la mise en œuvre de ces services numériques communs correspondant à la moitié du coût annuel global de l'application, tel que défini ci-dessus.

Compte tenu des missions de prévention et d'animation sociale effectuées par les CCAS, la participation de la 3M à la mise en œuvre de ces services numériques communs correspondant à 80% du coût annuel global de l'application, tel que défini ci-dessus.

Le coût annuel global est fixé pour toute la durée de la convention.

Le montant de la prestation globale annuelle établie en fonction de ces dispositions et du nombre d'application mis en œuvre par la commune ou le CCAS partenaire, tel que récapitulé en annexe 1 s'élève à ....XXXX au titre de l'année 2019 et se décompose comme suit :

- Administration électronique : XXXX
- Services en ligne aux usagers : XXXX
- Dématérialisation des procédures de marchés publics : XXXX

Ces montants figurant en annexe 2 sont susceptibles d'évoluer dans les conditions précisées à l'article 9 et pourront donner lieu, dans ce cadre, à l'établissement d'une nouvelle annexe 2.

Le montant forfaitaire des adaptations, évolutions ou formations dédiées, à la demande des communes et/ou CCAS est établi sur la base d'un bordereau des prix par type

d'intervenants et journée ou demi-journée d'intervention, sur la base de l'accord mentionné à l'article 3 (voir annexe 3)

**Article 5 : Modalités de facturation :**

Le montant global annuel établi en fonction des applications mises en œuvre par la commune fera l'objet d'un titre de recette établi et calculé par la Métropole. Il sera notifié par mail avec preuve de réception au plus tard le 31 juillet de l'année en cours à la commune. Sauf contestation du montant du titre, objet d'un mail au plus tard 8 jours francs après sa réception, le montant de ce titre est réputé accepté. Le règlement par la commune devra intervenir dans les 30 jours à compter de la notification du titre initial et, le cas échéant, à compter de la notification du nouveau titre corrigé et accepté par les deux parties.

Le montant correspondant aux évolutions, adaptations ou formations dédiées est notifié sur la base de l'accord intervenu entre la commune/ le CCAS et la Métropole, après constatation du service fait et accord des parties sur la qualité de la prestation effectuée. Le paiement par la Commune devra intervenir au plus tard dans les 30 jours à compter de cette notification.

A défaut de respect de ces délais de paiement il sera fait application des taux d'intérêt moratoires en vigueur.

**Article 6 : TVA applicable :**

Les coûts globaux annuels, par types d'applications, sont facturés net de taxe  
Les montants correspondants aux adaptations, aux évolutions ou formations dédiées seront facturés avec application de la TVA au taux normal.

**Article 7 : Durée de la Convention :**

La présente convention est conclue pour la période 2019-2020-2021.

**Article 8: Application du Règlement Général pour la Protection des Données :**

Les parties à la présente convention s'engagent à une application stricte des dispositions relatives à la protection des données personnelles qui leur seront transmises conformément à l'annexe 4.

**Article 9: Modification de la convention en application de la présente convention :**

La Commune partenaire pourra demander l'ajout ou la suppression, dans le périmètre des applications existantes figurant en annexe 1, d'une application telle que définie en annexe 1 et dont le coût global annuel par habitant pour chaque commune est fixé en annexe 2. Cette demande devra être adressée par courrier avec accusé de réception au moins 3 mois avant la fin de l'année en cours pour être applicable l'année suivante. Elle fera l'objet d'une lettre de réponse de la Métropole dans un délai d'un mois à compter de la réception du courrier de la. Ce courrier avec accusé de réception précisera les nouvelles conditions financières et techniques de la convention de gestion des services communs entre le Commune ou le CCAS et la Métropole.

**Article 10 Nouvelles applications ou modification des conditions d'exécution de la convention :**

La mise en œuvre de nouvelles applications non définies dans la présente convention et ses annexes ainsi que toute modification des conditions de mise en œuvre de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant entre les 2 parties.

**Article 11: Résiliation de la convention :**

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties, au 1<sup>er</sup> janvier 2020 ou au 1<sup>er</sup> janvier 2021. La demande de résiliation devra être notifiée à l'autre des parties, au plus tard le 30 septembre de l'année précédente par courrier avec accusé de réception.

**Article 12: Règlement des litiges:**

En cas de difficultés portant sur l'application ou l'interprétation de la présente convention les parties s'engagent à régler leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant les contestations seront soumises au tribunal administratif de Montpellier.

**Fait à Montpellier, le**

**En 2 exemplaires**

**Pour la commune**

**Le maire  
Isabelle GUIRAUD**

**Pour Montpellier Méditerranée  
Métropole,**

**Le Président  
Philippe Saurel**

# ANNEXE 1 : SOLUTIONS MUTUALISEES DE SERVICES NUMERIQUES

Plateforme d'administration électronique : <http://edemat.montpellier3m.fr>



Plateforme de services en ligne aux usagers : <http://eservices.montpellier3m.fr>



Plateforme de dématérialisation des procédures de marchés publics: <http://marchés.montpellier3m.fr>



Plateforme open data : <http://data.montpellier3m.fr>



## Plateforme d'administration électronique (E-demat)

La plateforme E-demat a pour objectif de proposer aux communes et CCAS partenaires un ensemble de services cohérents couvrant la chaîne de dématérialisation de bout en bout à travers un portail sécurisé et unifié de manière à faciliter les usages et les échanges entre les collectivités et les services de l'État.

Avec cette plateforme, il est possible depuis un accès unique de signer électroniquement des documents numériques, de télétransmettre des documents à la Préfecture, de télétransmettre au comptable public dans un flux signé électroniquement les pièces comptables et d'envoyer les convocations et les documents associés aux élus.

### **Télétransmission des actes au contrôle de légalité**

Ce service permet de transmettre, en toute sécurité, et en mode dématérialisé, les actes réglementaires et budgétaires aux services de contrôle de légalité). Les communes et CCAS qui décident de télétransmettre tout ou partie des actes soumis au contrôle de légalité doivent signer une convention avec la Préfecture.

### **Télétransmission des flux comptables (PES V2)**

Ce service permet l'envoi des bordereaux et des pièces justificatives et offre l'accès à un tableau de suivi (statut de l'acte, accusé de réception...). La transmission des flux comptables se fait manuellement par un formulaire de saisie sur la plateforme avec ou sans signature électronique avec le parapheur électronique.

Les deux services précédents s'appuient sur les logiciels libres Pastell et S<sup>2</sup>low : <https://www.libriciel.fr/pastell/> <https://www.libriciel.fr/s2low/>

### **Le parapheur électronique**

L'i-parapheur est un outil de validation et de circulation de documents : Il permet la circulation de documents et de flux, leur validation, leur signature électronique et leur archivage. Outil en ligne utilisable avec un simple navigateur web : un agent ou un élu peut accéder aux documents depuis tout ordinateur connecté à Internet.

Ce service s'appuie sur le logiciel libre I-Parapheur : <https://www.libriciel.fr/i-parapheur/>

### **Convocations dématérialisées et porte document nomade des élus**

Par un formulaire de saisie dans l'outil i-delibRE, l'agent habilité renseigne les informations de la convocation, ajoute les documents nécessaires à la séance et sélectionne les élus ou le groupe d'élus destinataires. L'élus reçoit un mail de notification lui indiquant qu'il a reçu une convocation électronique. En cliquant sur le lien présent dans le mail, il peut consulter les informations ainsi que les documents associés à la convocation, les annoter, directement depuis son ordinateur ou sa tablette.

Ce service s'appuie sur le logiciel libre I-DElibre : <https://www.libriciel.fr/i-delibre/>

## Plateforme de services en ligne aux usagers (E-services)

La plateforme E-services s'appuie sur le logiciel libre PUBLIK. Elle permet de proposer une offre de service cohérente à destination de l'utilisateur :

- Faciliter les démarches et échanges entre l'utilisateur et l'administration,
- Fournir un service dématérialisé, complémentaire avec les modalités actuelles (courrier ou guichet),
- Offrir un point d'entrée unique et sécurisé à un ensemble de services dont certains existants et déjà « dématérialisés » (compte usager-lecteur, inscription à des services en ligne...) en replaçant l'utilisateur au centre du service.
- Améliorer les processus internes en simplifiant les traitements et en favorisant la circulation de l'information dans les Services.

Il s'agit d'une plateforme propre à la Commune ou au CCAS , articulée avec son site web mais en lien avec les fonctionnalités du compte usager de Montpellier Méditerranée Métropole.

Informations sur le logiciel libre PUBLIK : <https://publik.entrouvert.com/>

## Plateforme de dématérialisation des procédures de marchés publics

La plateforme s'appuie sur le logiciel libre LOCAL TRUST MPE (Marchés Publics Électroniques), une solution de dématérialisation des appels d'offres des marchés publics répondant aux exigences réglementaires des Directives européennes et du Code des marchés publics.

Principales fonctionnalités :

- La publication de tous types de procédures : procédure adaptée, appel d'offre, concours, accord-cadre,...
- Saisie unique (BOAMP, JOUE ...)
- Les échanges avec les entreprises, en cas de réponses aux questions des candidats, pour les notifications, ...
- L'attribution et la notification en ligne des marchés publics
- La consultation de tableaux de bord (retrait de DCE, dépôts des offres, ...)
- La sécurité, traçabilité, fiabilité, simplicité (suivi et accompagnement automatique, info-bulles,...)
- L'ouverture des plis et vérification des signatures électroniques simples et rapides

Informations sur le logiciel libre LOCAL TRUST MPE : <http://www.atexo.com/accueil/nos-produits/local-trust-mpe-dematerialisation-marches-publics/>

## Plateforme Open data

Les données ouvertes présentées sur le portail sont fiabilisées, structurées et organisées par grands domaines : transport, culture, mobilité, administration, aménagement... Elles sont issues des services de Montpellier Méditerranée Métropole, des 31 communes de la collectivité, des données géographiques d'OpenStreetMap (service de cartographie "libre") et de services de l'État (cadastre, Compte Administratif, résultats des élections).

Développé en DKAN, le nouveau portail de la métropole est désormais interopérable avec les autres portails open data au niveau local ou national. Il regroupe les 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole, propose des fonctionnalités d'import et d'export en API, permet la prévisualisation sous forme de carte des ressources géographiques et sous forme de tableau pour les fichiers .csv par exemple.

Autre particularité, il scelle la collaboration étroite entre la communauté OpenStreetMap locale et les services métiers de Montpellier Méditerranée Métropole. En effet, afin d'obtenir des données de bases sur les 31 communes, Montpellier Méditerranée Métropole collabore officiellement à l'amélioration de la base de données OpenStreetMap et partage les bonnes pratiques sur la page Montpellier sur le wiki OpenStreetMap (<http://wiki.openstreetmap.org/wiki/Montpellier>).

Cette démarche permet d'obtenir des données à jours sur les 31 communes de la métropole.

Ces données sont mises à disposition sous forme de tableur (xls, csv, ods) ou sous forme cartographie (kml, geojson, shape) dans la page « données » ou via une interface de programmation (API).

Informations sur le logiciel libre DKAN : <https://getdkan.org/>

Informations sur le projet OpenStreetMap : <https://www.openstreetmap.fr/>

## ANNEXE 2 : TARIFICATION FORFAITAIRE DES SOLUTIONS

### Plateforme d'administration électronique

Sur la base d'un coût forfaitaire correspondant à la maintenance préventive, corrective et évolutive de la plateforme s'élevant à 25 000 €HT, **tarif par commune** :

| <b>Répartition des coûts par commune</b> |                       |                        |                    |   |
|--|-----------------------|------------------------|--------------------|---|
|  | <b>Nb d'habitants</b> | <b>Coût pour 3 ans</b> | <b>Coût annuel</b> | <b>Coût annuel avec participation de MMM (50%) HT</b> |
| <b>Baillargues</b>                       | 7 105                 | 387,98 €               | 129,33 €           | <b>64,66 €</b>  |
| <b>Beaulieu</b>                          | 1 724                 | 94,14 €                | 31,38 €            | <b>15,69 €</b>  |
| <b>Castelnau</b>                         | 19 504                | 1 065,04 €             | 355,01 €           | <b>177,51 €</b>                                       |
| <b>Castries</b>                          | 6 041                 | 329,88 €               | 109,96 €           | <b>54,98 €</b>  |
| <b>Clapiers</b>                          | 5 426                 | 296,29 €               | 98,76 €            | <b>49,38 €</b>  |
| <b>Cournonsec</b>                        | 3 234                 | 176,60 €               | 58,87 €            | <b>29,43 €</b>  |
| <b>Cournonterral</b>                     | 5 790                 | 316,17 €               | 105,39 €           | <b>52,69 €</b>  |
| <b>Le Crès</b>                           | 9 220                 | 503,47 €               | 167,82 €           | <b>83,91 €</b>  |
| <b>Fabrigues</b>                         | 6 739                 | 367,99 €               | 122,66 €           | <b>61,33 €</b>  |
| <b>Grabels</b>                           | 7 939                 | 433,52 €               | 144,51 €           | <b>72,25 €</b>  |
| <b>Jacou</b>                             | 6 756                 | 368,92 €               | 122,97 €           | <b>61,49 €</b>  |
| <b>Juvignac</b>                          | 10 629                | 580,41 €               | 193,47 €           | <b>96,73 €</b>  |
| <b>Lattes</b>                            | 16 298                | 889,97 €               | 296,66 €           | <b>148,33 €</b>                                       |
| <b>Lavérune</b>                          | 3 161                 | 172,61 €               | 57,54 €            | <b>28,77 €</b>  |
| <b>Montaud</b>                           | 983                   | 53,68 €                | 17,89 €            | <b>8,95 €</b>   |
| <b>Montferrier</b>                       | 3 634                 | 198,44 €               | 66,15 €            | <b>33,07 €</b>  |
| <b>Murviel-les-Montpellier</b>           | 1 900                 | 103,75 €               | 34,58 €            | <b>17,29 €</b>  |
| <b>Montpellier</b>                       | 277 639               | 15 160,79 €            | 5 053,60 €         | <b>2 526,80 €</b>                                     |
| <b>Pérois</b>                            | 9 040                 | 493,64 €               | 164,55 €           | <b>82,27 €</b>  |
| <b>Pignan</b>                            | 6 669                 | 364,17 €               | 121,39 €           | <b>60,69 €</b>  |
| <b>Prades-le-Lez</b>                     | 5 203                 | 284,12 €               | 94,71 €            | <b>47,35 €</b>  |
| <b>Restinclières</b>                     | 1 730                 | 94,47 €                | 31,49 €            | <b>15,74 €</b>  |
| <b>St Brès</b>                           | 2 853                 | 155,79 €               | 51,93 €            | <b>25,97 €</b>  |
| <b>St Drézéry</b>                        | 2 319                 | 126,63 €               | 42,21 €            | <b>21,11 €</b>  |
| <b>St Génies des Mourgues</b>            | 1 839                 | 100,42 €               | 33,47 €            | <b>16,74 €</b>  |
| <b>St Georges d'Orques</b>               | 5 421                 | 296,02 €               | 98,67 €            | <b>49,34 €</b>  |
| <b>St Jean de Védas</b>                  | 9 069                 | 495,22 €               | 165,07 €           | <b>82,54 €</b>  |
| <b>Sausan</b>                            | 1 488                 | 81,25 €                | 27,08 €            | <b>13,54 €</b>  |
| <b>Sussargues</b>                        | 2 691                 | 146,95 €               | 48,98 €            | <b>24,49 €</b>  |
| <b>Vendargues</b>                        | 6 155                 | 336,10 €               | 112,03 €           | <b>56,02 €</b>  |
| <b>Villeneuve les Maguelone</b>          | 9 625                 | 525,58 €               | 175,19 €           | <b>87,60 €</b>  |
| <b>totaux HT</b>                         | <b>457824</b>         | <b>25 000,00 €</b>     |                    |   |

## Plateforme de services en ligne aux usagers (E-services)

Sur la base d'un coût forfaitaire correspondant à la maintenance préventive, corrective et évolutive de la plateforme s'élevant à 20 000 €HT, **tarif par commune** :

### Répartition des coûts par commune

|                                 | Nb d'habitants | Coût pour 3 ans    | Coût annuel | Coût annuel avec participation de MMM (50%) HT |
|---------------------------------|----------------|--------------------|-------------|--|
| <b>Baillargues</b>              | 7 105          | 310,38 €           | 103,46 €    | <b>51,73 €</b>                                 |
| <b>Beaulieu</b>                 | 1 724          | 75,31 €            | 25,10 €     | <b>12,55 €</b>                                 |
| <b>Castelnau</b>                | 19 504         | 852,03 €           | 284,01 €    | <b>142,01 €</b>                                |
| <b>Castries</b>                 | 6 041          | 263,90 €           | 87,97 €     | <b>43,98 €</b>                                 |
| <b>Clapiers</b>                 | 5 426          | 237,03 €           | 79,01 €     | <b>39,51 €</b>                                 |
| <b>Cournonsec</b>               | 3 234          | 141,28 €           | 47,09 €     | <b>23,55 €</b>                                 |
| <b>Cournonterral</b>            | 5 790          | 252,94 €           | 84,31 €     | <b>42,16 €</b>                                 |
| <b>Le Crès</b>                  | 9 220          | 402,77 €           | 134,26 €    | <b>67,13 €</b>                                 |
| <b>Fabrègues</b>                | 6 739          | 294,39 €           | 98,13 €     | <b>49,07 €</b>                                 |
| <b>Grabels</b>                  | 7 939          | 346,81 €           | 115,60 €    | <b>57,80 €</b>                                 |
| <b>Jacou</b>                    | 6 756          | 295,14 €           | 98,38 €     | <b>49,19 €</b>                                 |
| <b>Juvignac</b>                 | 10 629         | 464,33 €           | 154,78 €    | <b>77,39 €</b>                                 |
| <b>Lattes</b>                   | 16 298         | 711,98 €           | 237,33 €    | <b>118,66 €</b>                                |
| <b>Lavérune</b>                 | 3 161          | 138,09 €           | 46,03 €     | <b>23,01 €</b>                                 |
| <b>Montaud</b>                  | 983            | 42,94 €            | 14,31 €     | <b>7,16 €</b>                                  |
| <b>Montferrier</b>              | 3 634          | 158,75 €           | 52,92 €     | <b>26,46 €</b>                                 |
| <b>Murviel-les-Montpellier</b>  | 1 900          | 83,00 €            | 27,67 €     | <b>13,83 €</b>                                 |
| <b>Montpellier</b>              | 277 639        | 12 128,63 €        | 4 042,88 €  | <b>2 021,44 €</b>                              |
| <b>Pérols</b>                   | 9 040          | 394,91 €           | 131,64 €    | <b>65,82 €</b>                                 |
| <b>Pignan</b>                   | 6 669          | 291,33 €           | 97,11 €     | <b>48,56 €</b>                                 |
| <b>Prades-le-Lez</b>            | 5 203          | 227,29 €           | 75,76 €     | <b>37,88 €</b>                                 |
| <b>Restinclières</b>            | 1 730          | 75,57 €            | 25,19 €     | <b>12,60 €</b>                                 |
| <b>St Brès</b>                  | 2 853          | 124,63 €           | 41,54 €     | <b>20,77 €</b>                                 |
| <b>St Drézéry</b>               | 2 319          | 101,31 €           | 33,77 €     | <b>16,88 €</b>                                 |
| <b>St Génies des Mourgues</b>   | 1 839          | 80,34 €            | 26,78 €     | <b>13,39 €</b>                                 |
| <b>St Georges d'Orques</b>      | 5 421          | 236,82 €           | 78,94 €     | <b>39,47 €</b>                                 |
| <b>St Jean de Védas</b>         | 9 069          | 396,18 €           | 132,06 €    | <b>66,03 €</b>                                 |
| <b>Saussan</b>                  | 1 488          | 65,00 €            | 21,67 €     | <b>10,83 €</b>                                 |
| <b>Sussargues</b>               | 2 691          | 117,56 €           | 39,19 €     | <b>19,59 €</b>                                 |
| <b>Vendargues</b>               | 6 155          | 268,88 €           | 89,63 €     | <b>44,81 €</b>                                 |
| <b>Villeneuve les Maguelone</b> | 9 625          | 420,47 €           | 140,16 €    | <b>70,08 €</b>                                 |
| <b>totaux HT</b>                | <b>457824</b>  | <b>20 000,00 €</b> |             |  |

## Plateforme de dématérialisation des procédures de marchés publics

Sur la base d'un coût forfaitaire correspondant à la maintenance préventive, corrective et évolutive de la plateforme s'élevant à 15 000 €HT, **tarif par commune** :

| <b>Répartition des coûts par commune</b> |                       |                        |                    |   |
|--|-----------------------|------------------------|--------------------|---|
|  | <b>Nb d'habitants</b> | <b>Coût pour 3 ans</b> | <b>Coût annuel</b> | <b>Coût annuel avec participation de MMM (50%) HT</b> |
| <b>Baillargues</b>                       | 7 105                 | 232,79 €               | 77,60 €            | <b>38,80 €</b>  |
| <b>Beaulieu</b>                          | 1 724                 | 56,48 €                | 18,83 €            | <b>9,41 €</b>   |
| <b>Castelnau</b>                         | 19 504                | 639,02 €               | 213,01 €           | <b>106,50 €</b>                                       |
| <b>Castries</b>                          | 6 041                 | 197,93 €               | 65,98 €            | <b>32,99 €</b>  |
| <b>Clapiers</b>                          | 5 426                 | 177,78 €               | 59,26 €            | <b>29,63 €</b>  |
| <b>Cournonsec</b>                        | 3 234                 | 105,96 €               | 35,32 €            | <b>17,66 €</b>  |
| <b>Cournonterral</b>                     | 5 790                 | 189,70 €               | 63,23 €            | <b>31,62 €</b>  |
| <b>Le Crès</b>                           | 9 220                 | 302,08 €               | 100,69 €           | <b>50,35 €</b>  |
| <b>Fabrègues</b>                         | 6 739                 | 220,79 €               | 73,60 €            | <b>36,80 €</b>  |
| <b>Grabels</b>                           | 7 939                 | 260,11 €               | 86,70 €            | <b>43,35 €</b>  |
| <b>Jacou</b>                             | 6 756                 | 221,35 €               | 73,78 €            | <b>36,89 €</b>  |
| <b>Juvignac</b>                          | 10 629                | 348,25 €               | 116,08 €           | <b>58,04 €</b>  |
| <b>Lattes</b>                            | 16 298                | 533,98 €               | 177,99 €           | <b>89,00 €</b>  |
| <b>Lavérune</b>                          | 3 161                 | 103,57 €               | 34,52 €            | <b>17,26 €</b>  |
| <b>Montaud</b>                           | 983                   | 32,21 €                | 10,74 €            | <b>5,37 €</b>   |
| <b>Montferrier</b>                       | 3 634                 | 119,06 €               | 39,69 €            | <b>19,84 €</b>  |
| <b>Murviel-les-Montpellier</b>           | 1 900                 | 62,25 €                | 20,75 €            | <b>10,38 €</b>  |
| <b>Montpellier</b>                       | 277 639               | 9 096,48 €             | 3 032,16 €         | <b>1 516,08 €</b>                                     |
| <b>Pérols</b>                            | 9 040                 | 296,18 €               | 98,73 €            | <b>49,36 €</b>  |
| <b>Pignan</b>                            | 6 669                 | 218,50 €               | 72,83 €            | <b>36,42 €</b>  |
| <b>Prades-le-Lez</b>                     | 5 203                 | 170,47 €               | 56,82 €            | <b>28,41 €</b>  |
| <b>Restinclières</b>                     | 1 730                 | 56,68 €                | 18,89 €            | <b>9,45 €</b>   |
| <b>St Brès</b>                           | 2 853                 | 93,47 €                | 31,16 €            | <b>15,58 €</b>  |
| <b>St Drézéry</b>                        | 2 319                 | 75,98 €                | 25,33 €            | <b>12,66 €</b>  |
| <b>St Génies des Mourgues</b>            | 1 839                 | 60,25 €                | 20,08 €            | <b>10,04 €</b>  |
| <b>St Georges d'Orques</b>               | 5 421                 | 177,61 €               | 59,20 €            | <b>29,60 €</b>  |
| <b>St Jean de Védas</b>                  | 9 069                 | 297,13 €               | 99,04 €            | <b>49,52 €</b>  |
| <b>Saussan</b>                           | 1 488                 | 48,75 €                | 16,25 €            | <b>8,13 €</b>   |
| <b>Sussargues</b>                        | 2 691                 | 88,17 €                | 29,39 €            | <b>14,69 €</b>  |
| <b>Vendargues</b>                        | 6 155                 | 201,66 €               | 67,22 €            | <b>33,61 €</b>  |
| <b>Villeneuve les Maguelone</b>          | 9 625                 | 315,35 €               | 105,12 €           | <b>52,56 €</b>  |
| <b>totaux HT</b>                         | <b>457824</b>         | <b>15 000,00 €</b>     |                    |   |

## ANNEXE 3 : TARIFICATION UNITAIRE DES INTERVENTIONS

Bordereau des prix par type d'intervenants et journée ou demi-journée d'intervention, sur la base de l'accord mentionné à l'article 3 de la présente convention.

| Désignation              | Unité       | Prix en euros HT |
|--------------------------|-------------|------------------|
| Technicien / developpeur | jours/homme | 300,00 €         |
| Chef de projet junior    | jours/homme | 400,00 €         |
| Chef de projet sénior    | jours/homme | 500,00 €         |

## **8 - Subvention au fonds de solidarité pour le logement (FSL)**

Le fonds de solidarité pour le logement (FSL) est un dispositif d'aide pour lutter contre le logement précaire. Il permet d'aider des personnes en difficulté à accéder à un logement ou à s'y maintenir.

Le FSL s'adresse aux locataires, sous-locataires, occupants d'une résidence sociale ou d'un logement-foyer.

Le FSL peut prendre la forme d'un prêt ou d'une subvention en vue du paiement des loyers ou factures impayés qui conditionne l'accès ou le maintien dans un logement.

Le plan départemental élaboré et mis en œuvre par l'Etat et le département a pour objectif d'agir pour le logement des personnes défavorisées.

La gestion comptable et financière du FSL a été confiée à la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de Montpellier-Lodève.

Celle-ci nous propose un versement de **2 000€ au titre de l'exercice 2019**.

**Après examen et en avoir Délibéré, le Conseil Municipal vote :**

|                   |  |
|-------------------|--|
| <b>Pour</b>       |  |
| <b>Contre</b>     |  |
| <b>Abstention</b> |  |

**Le Conseil Municipal, ayant entendu l'exposé de Mme le Maire :**

- **EMET** un avis favorable pour le versement de la subvention au FSL au titre de l'exercice 2019 ;
- **DIT** qu'une copie de la présente délibération sera adressée pour notification à la CAF de Montpellier-Lodève ;
- **AUTORISE** Madame le Maire à effectuer le versement de la subvention d'un montant de 2 000€ et à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;
- **DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

**9 - Lancement d'appel d'offre et convention de groupement de commandes avec Montpellier Méditerranée Métropole pour l'acquisition et livraison de fournitures d'environnement de bureau**

Dans un souci d'économies, il apparait pertinent de conclure un groupement de commandes entre la ville et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'**acquisition et livraison de fournitures d'environnement de bureau** conformément à la convention annexée à la présente délibération.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement et, à ce titre, est notamment chargé de l'ensemble de la procédure de passation, y compris signature et notification du ou des marchés à intervenir. La commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur, chaque membre du groupement s'assurant de l'exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande, pour une période initiale d'exécution d'un an reconductible tacitement 3 fois une année.

Concernant la ville, l'estimation du besoin s'élève à **12 000 € HT** par an.

**Après examen et en avoir Délibéré, le Conseil Municipal vote :**

|                   |  |
|-------------------|--|
| <b>Pour</b>       |  |
| <b>Contre</b>     |  |
| <b>Abstention</b> |  |

**Le Conseil Municipal, ayant entendu l'exposé de Mme le Maire :**

- **AUTORISE** l'adhésion de la Commune de Saint Jean de Vedas au groupement de commandes relatif à l'acquisition et la livraison de fournitures d'environnement de bureau,
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer la convention constitutive du groupement,
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer tous les documents relatifs à l'affaire.

**Convention de groupement de commandes publiques en appel d'offre entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier, le CCAS de Baillargues et les Communes de Baillargues, Cournonsec, Grabels, Jacou, Juvignac, Montpellier, Murviel-les-Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Saint-Georges-d'Orques, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone,**

**Ayant pour coordonnateur  
Montpellier Méditerranée Métropole**

**MARCHE ACQUISITION ET LIVRAISON DE FOURNITURES D'ENVIRONNEMENT  
DE BUREAU**

Entre

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, agissant en vertu de la Décision de Montpellier Méditerranée Métropole en date du..... ;

Le CCAS de Montpellier par sa Vice-Présidente, Madame Annie YAGUE, agissant en vertu de la Délibération du CCAS en date du..... ;

Le CCAS de Baillargues par son Président, Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER agissant en vertu de la Délibération du CCAS en date du..... ;

La ville de Baillargues, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, agissant en vertu de la Délibération du Conseil Municipal en date du..... ;

La ville de Cournonsec, représentée par son Maire, Madame Régine ILLAIRE, agissant en vertu de la Délibération du Conseil Municipal en date du..... ;

La Ville de Grabels, représentée par son Maire, Monsieur René REVOL, agissant en vertu de la Délibération du Conseil Municipal en date du..... ;

La Ville de Jacou, représentée par son Maire, Monsieur Renaud CALVAT, agissant en vertu de la Délibération du Conseil Municipal en date du..... ;

La ville de Juvignac, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Luc SAVY, agissant en vertu de la Délibération du Conseil Municipal en date du..... ;

La ville de Montpellier, représentée par son Maire, Monsieur Philippe SAUREL, agissant en vertu de la Délibération du Conseil Municipal en date du..... ;

La Ville de Murviel-lès-Montpellier, représentée par son Maire, Madame Isabelle TOUZARD, agissant en vertu de la Délibération du Conseil Municipal en date du..... ;

La Ville de Pérols, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO, agissant en vertu de la Délibération du Conseil Municipal en date du.....

La Ville de Prades-le-Lez, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Marc LUSSERT, agissant en vertu de la Délibération du Conseil Municipal en date du..... ;

La ville de Saint-Brès, représentée par son Maire, Monsieur Laurent JAOUL, agissant en vertu de la Délibération du Conseil Municipal en date du..... ;

La ville de Saint-Georges-d'Orques, représentée par son Maire, Monsieur Jean-François AUDRIN, agissant en vertu de la Délibération du Conseil Municipal en date du.....

La ville de Saint-Jean-de-Védas, représentée par son Maire, Madame Isabelle GUIRAUD, agissant en vertu de la Délibération du Conseil Municipal en date du..... ;

La ville de Vendargues, représentée par son Maire, Monsieur Pierre DUDIEUZERE, agissant en vertu de la Délibération du Conseil Municipal en date du..... ;

et

La Ville de Villeneuve-lès-Maguelone, représentée par son Maire, Monsieur Noël SEGURA, agissant en vertu de la Délibération du Conseil Municipal en date du..... ;

**Il est convenu ce qui suit.**

**Préambule**

La volonté de rationaliser les marchés publics afin de réaliser des économies d'échelle incite les collectivités, dans la mesure du possible, à se regrouper dans le cadre de groupement de commandes publiques. Dans cet objectif, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier, le CCAS de Baillargues et les communes de Baillargues, Cournonsec, Grabels, Jacou, Juvignac, Montpellier, Murviel-lès-Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Saint-Georges-d'Orques, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone ont la volonté de mettre en place un **groupement de commandes pour un marché d'acquisition et livraison de fourniture d'environnement de bureau.**

## **Article 1 – Objet de la convention constitutive du groupement**

La présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commandes en vue de la passation d'un accord cadre pour **l'acquisition et livraison de fourniture d'environnement de bureau** pour Montpellier Méditerranée Métropole et les communes membres du groupement.

L'étendue du groupement issu de la présente convention est la suivante : La présente convention organise la définition des modalités de fonctionnement du groupement de commandes ainsi constitué. Le coordonnateur assurera la passation et l'attribution du marché pour le compte de l'ensemble des membres du groupement, mais également la notification et la signature du marché. Le coordonnateur transmettra à chacun des membres une copie de l'ensemble des pièces du marché. Chaque membre devra ensuite s'assurer de sa bonne exécution.

## **Article 2 – Définition des besoins et engagement des membres**

Sous réserve des dispositions de l'article 3.4 de la présente convention, une fois la procédure de passation lancée, chaque membre du groupement s'engage à exécuter avec le candidat retenu, à hauteur de ses besoins propres, le marché résultant du présent groupement.

## **Article 3 – Fonctionnement du groupement**

### **Article 3.1 – Désignation et mission du coordonnateur du groupement**

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée par l'ensemble des membres du groupement en qualité de coordonnateur du groupement.

Le coordonnateur sera chargé à ce titre de procéder à l'ensemble de la procédure de mise en concurrence dans le respect des dispositions réglementaires relatives aux marchés publics et de désigner l'attributaire du marché.

Plus précisément, Montpellier Méditerranée Métropole, en tant que coordonnateur, est chargée des missions suivantes :

- Centraliser les délibérations des membres du groupement relatives à la constitution du groupement de commandes ;
- Choisir la procédure et le mode de la consultation conformément au droit des Marchés publics.

Lors de la procédure de passation et d'attribution :

- Préparer la procédure de passation et élaborer les documents de la consultation et les documents contractuels (élaboration de l'avis d'appel public à la concurrence, règlement de consultation, acte d'engagement, cahier des charges administratives et techniques, pièces financières, etc... ..) ;

- Procéder aux formalités de publicité et de procédure (publication de l'avis d'appel public à la concurrence, mise à disposition ou envoi aux entreprises des documents de la consultation, réception et analyse des candidatures et des offres, demande de compléments, négociations le cas échéant, envoi des lettres de « plaisir » et de « regret », élaboration du rapport de présentation, transmission à la préfecture, demande des attestations fiscales et sociales au candidat retenu...) conformément aux besoins strictement définis par chacun des membres ;
- Organiser, convoquer et gérer la Commission d'appel d'offres.
- Représenter les membres du groupement en justice pour tout litige relatif à la passation des marchés

Après l'attribution du marché :

- Signer les marchés, les notifier au nom de l'ensemble du groupement.

Au stade de l'exécution du marché :

- Gérer la mise en œuvre des clauses d'ajustement et de révision des prix,
- Réaliser les avenants,
- Contrôler selon la périodicité prévue par les textes la régularité de la situation sociale, fiscale et au regard du droit du travail des titulaires des marchés, par la réunion de l'ensemble des attestations requises,
- Centraliser les reconductions ainsi que la résiliation le cas échéant.

Au titre de l'information :

- Centraliser les informations transmises par les membres du groupement sur les marchés (problèmes d'exécution, de litiges, de contentieux...) ;
- Transmettre aux membres du groupement les documents nécessaires à l'exécution du marché pour leurs besoins propres (et notamment une copie du marché avec la preuve de sa notification).

### **Article 3.2 – Obligations des membres du groupement**

Les obligations des membres du groupement sont les suivantes :

- En amont de la procédure de passation du marché, d'adopter par délibération (ou par décision) la présente convention et ses éventuelles modifications, de communiquer au coordonnateur tous les documents utiles et en particulier les délibérations (ou les décisions) de l'assemblée délibérante se rapportant à l'objet de la convention, et ceux permettant d'apprécier ses besoins propres en vue de la rédaction du dossier de consultation des entreprises ;
- S'engager à signaler au coordonnateur tout problème survenant dans l'exécution des marchés, et à lui communiquer toute information ou pièce relative aux litiges et contentieux formés au titre de l'exécution des marchés ;

- Exécuter matériellement le contrat (émission des bons de commande le cas échéant, réception, livraison, maintenance...);
- Exécuter financièrement le contrat en procédant au règlement des factures et autres dépenses à hauteur de leurs propres besoins ;
- Gérer tout litige ou contentieux avec le titulaire du marché pour leurs propres besoins ;

### **Article 3.3 – Commission d’appel d’offres du groupement**

Sur le fondement de l’article L1414-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la commission d’appel d’offres de Montpellier Méditerranée Métropole est reconnue compétente pour procéder à la désignation des titulaires des marchés.

### **Article 3.4 – Adhésion et retrait du groupement**

Chaque membre adhère au groupement de commandes par la signature de la présente convention, en y étant dûment habilité par délibération de son instance délibérante ou décision. Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes.

Sous réserve du respect des engagements pris et des commandes émises dans le cadre des marchés ou accords-cadres en cours, chaque membre du groupement conserve la faculté de se retirer du groupement avant la publication de l’Avis d’appel Public à la Concurrence (AAPC), sur un simple courrier signé par le représentant de ce membre. Montpellier Méditerranée Métropole, en tant que coordinateur du groupement, sera chargée d’en informer les autres membres du groupement.

Si le retrait intervient en cours de passation ou d’exécution du marché ou de l’accord-cadre, il ne prend effet qu’à la fin de la période d’exécution dudit contrat.

L’adhésion d’un nouveau membre au groupement de commandes est possible sous réserve d’une délibération / décision de chacun des membres initiaux et un acte (décision / délibération) du nouveau membre en ce sens. Toutefois, au regard de l’obligation de définir précisément la nature et l’étendue des besoins préalablement à la passation du marché ou de l’accord cadre, l’adhésion d’un nouveau membre ne peut être réalisée qu’à l’occasion de la passation d’un nouveau marché par le groupement, et non pour les marchés qui seraient éventuellement en cours de passation ou d’exécution.

Le retrait d’un ou plusieurs membres ne rend pas caduque la présente convention.

En cas de sortie du coordonnateur du groupement ou dans toute autre hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d’assurer son rôle, une convention modificative interviendra pour désigner un nouveau coordonnateur.

### **Article 3.5 – Dispositions financières**

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

Les frais de publicité, de procédure et les autres frais occasionnés pour la gestion de la procédure incomberont au coordonnateur désigné, soit en l’espèce Montpellier Méditerranée Métropole.

#### **Article 4 – Durée de la convention constitutive du groupement**

La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconduction comprises.

#### **Article 5 – Modifications de la présente convention**

Toute modification de la convention, y compris sa résiliation, sera réglée par avenant, approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des parties présentes à la convention. L'avenant ne prend effet qu'à compter de l'accord donné par l'ensemble des parties.

#### **Article 6 – Litiges**

Dans le cas d'une réclamation, d'un différend ou d'une controverse pouvant naître de la présente convention ou d'événements non prévus, chacune des parties accepte que tout litige soit réglé par voie amiable. Au cas où aucun accord ne pourrait être trouvé, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

|   |   |  |
|---|---|--|
| <p>Fait à Montpellier,<br/>le _____</p> <p>Pour <b>Montpellier Méditerranée Métropole</b><br/>La Vice-Présidente déléguée</p> <p>Isabelle GUIRAUD</p> | <p>Fait à Montpellier,<br/>le _____</p> <p>Pour le CCAS de <b>Montpellier</b><br/>La Vice-Présidente</p> <p>Annie YAGUE</p> | <p>Fait à Montpellier,<br/>le _____</p> <p>Pour le CCAS de <b>Baillargues</b><br/>Le Président</p> <p>Jean-Luc MEISSONNIER</p> |
|---|---|--|

|   |  |   |
|---|--|---|
| <p>Fait à Montpellier,<br/>le _____</p> <p>Pour la Commune de <b>Baillargues</b><br/>Le Maire</p> <p>Jean-Luc MEISSONNIER</p> | <p>Fait à Montpellier,<br/>le _____</p> <p>Pour la Commune de <b>Cournonsec</b><br/>Le Maire</p> <p>Régine ILLAIRE</p> | <p>Fait à Montpellier,<br/>le _____</p> <p>Pour la Commune de <b>Grabels</b><br/>Le Maire</p> <p>René REVOL</p> |
|---|--|---|

|  |   |  |
|--|---|--|
| <p>Fait à Montpellier,<br/>le _____</p> <p>Pour la Commune de <b>Jacou</b><br/>Le Maire</p> <p>Renaud CALVAT</p> | <p>Fait à Montpellier,<br/>le _____</p> <p>Pour la Commune de <b>Juvignac</b><br/>Le Maire</p> <p>Jean-Luc SAVY</p> | <p>Fait à Montpellier,<br/>le _____</p> <p>Pour la Commune de <b>Montpellier</b><br/>Le Maire</p> <p>Philippe SAUREL</p> |
|--|---|--|

|                     |                     |                     |
|---------------------|---------------------|---------------------|
| Fait à Montpellier, | Fait à Montpellier, | Fait à Montpellier, |
|---------------------|---------------------|---------------------|

|  |                                     |  |
|--|-------------------------------------|--|
| le _____   | le _____                            | le _____                                   |
| Pour la Commune de<br><b>Murviel-lès-Montpellier</b> | Pour la Commune de<br><b>Pérols</b> | Pour la Commune de<br><b>Prades-le-Lez</b> |
| Le Maire   | Le Maire                            | Le Maire                                   |
| Isabelle TOUZARD                                     | Jean-Pierre RICO                    | Jean-Marc LUSSERT                          |

|   |   |  |
|---|---|--|
| Fait à Montpellier,<br>le _____         | Fait à Montpellier,<br>le _____                     | à Montpellier,<br>le _____                       |
| Pour la Commune de<br><b>Saint-Brès</b> | Pour la Commune de<br><b>Saint-Georges-d'Orques</b> | Pour la Commune de<br><b>Saint-Jean-de-Védas</b> |
| Le Maire                                | Le Maire  | Le Maire   |
| Laurent JAOUL                           | Jean-François AUDRIN                                | Isabelle GUIRAUD                                 |

|   |   |
|---|---|
| Fait à Montpellier,<br>le _____         | Montpellier,<br>le _____                              |
| Pour la Commune de<br><b>Vendargues</b> | Pour la Commune de<br><b>Villeneuve-lès-Maguelone</b> |
| Le Maire                                | Le Maire  |
| Pierre DUDIEUZERE                       | Noël SEGURA   |

## **10 - Adoption du compte de gestion 2018**

Vu la commission finances du 13 mai 2019,

Madame le maire rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif.

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2018 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titre de recettes, de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que les états de l'actif, du passif, des restes à recouvrer et des restes à payer.

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2018, celui de tous les titres émis et tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Madame le Maire présente au Conseil Municipal le compte de gestion pour l'exercice 2018, lequel peut se résumer ainsi :

|                       | <b>Résultat à la clôture de l'exercice 2017</b> | <b>Part affectée à l'investissement sur l'exercice 2018</b> | <b>Résultat de l'exercice 2018</b> | <b>Résultat de clôture de l'exercice 2018</b> |
|-----------------------|---|---|------------------------------------|---|
| <b>Investissement</b> | 34 191,01                                       |   | - 1 329 329,39                     | <b>- 1 295 138,38</b>                         |
| <b>Fonctionnement</b> | 2 061 326,18                                    | 1 861 326,18  | 1 915 025,89                       | <b>2 115 025,89</b>                           |
| <b>TOTAL</b>          | <b>2 095 517,19</b>                             | <b>1 861 326,18</b>   | <b>585 696,50</b>                  | <b>819 887,51</b>                             |

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2018 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

**Après examen et en avoir Délibéré, le Conseil Municipal vote :**

|                   |  |
|-------------------|--|
| <b>Pour</b>       |  |
| <b>Contre</b>     |  |
| <b>Abstention</b> |  |

**Le Conseil Municipal, ayant entendu l'exposé de Mme le Maire :**

- **DONNE ACTE** des résultats d'exécution du compte de gestion 2018,
- **DECLARE** que le compte de gestion dressé par le Receveur Municipal pour l'exercice 2018 visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

**TRÉSOR PUBLIC**

**TRES. COURNONTERRAL**

**N° CODIQUE 034009**

**Date d'édition : 31/01/2019**

**IDENTIFIANT BUDGET 14600**

**N° de SIRET 21340270400018**

**SAINT-JEAN-DE-VEDAS**  
**BUDGET PRINCIPAL**  
**COMPTE DE GESTION**  
**EXERCICE 2018**

**PRÉSENTÉ À**

**La Chambre régionale des comptes**

**PAR LE(S) COMPTABLE(S)**

**MME HILAIRE Brigitte**

**AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION**

**DU 01/01/2018 AU 31/01/2019**

## 14600 - SAINT-JEAN-DE-VEDAS

## RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

|   | RÉSULTAT À LA<br>CLÔTURE DE<br>L'EXERCICE<br>PRÉCÉDENT : 2017 | PART AFFECTÉE À<br>L'INVESTISSEMENT :<br>EXERCICE 2018 | RÉSULTAT DE<br>L'EXERCICE 2018 | TRANSFERT OU<br>INTÉGRATION DE<br>RÉSULTATS PAR<br>OPÉRATION<br>D'ORDRE NON<br>BUDGÉTAIRE | RÉSULTAT DE<br>CLÔTURE DE<br>L'EXERCICE 2018 |
|---|---|--|--------------------------------|---|--|
| I - Budget principal  |   |  |                                |   |  |
| Investissement  | 34 191,01   |  | -1 329 329,39                  |   | -1 295 138,38                                |
| Fonctionnement  | 2 061 326,18  | 1 861 326,18   | 1 915 025,89                   |   | 2 115 025,89                                 |
| TOTAL I   | 2 095 517,19  | 1 861 326,18   | 585 696,50                     |   | 819 887,51                                   |
| II - Budgets des services à<br>caractère administratif                |   |  |                                |   |  |
| TOTAL II  |   |  |                                |   |  |
| III - Budgets des services à<br>caractère industriel<br>et commercial |   |  |                                |   |  |
| TOTAL III   |   |  |                                |   |  |
| TOTAL I + II + III  | 2 095 517,19  | 1 861 326,18   | 585 696,50                     |   | 819 887,51                                   |
|   |   |  |                                |   |  |
|   |   |  |                                |   |  |
|   |   |  |                                |   |  |
|   |   |  |                                |   |  |

néant

## 11 - Adoption du compte administratif 2018

Vu la commission finances du 13 mai 2019,

Le Conseil Municipal, sous la présidence de Monsieur Sébastien Nencioni, Maire-adjoint aux finances, délibère sur le compte administratif de l'exercice 2018 dressé par Madame Isabelle GUIRAUD, Maire.

Le Conseil Municipal, ayant entendu l'exposé de Monsieur NENCIONI,

- **PREND ACTE** de la présentation faite du compte administratif (en euros), lequel peut se résumer ainsi :

| <b>Compte Administratif 2018</b>                |                                  |                            |                                 |                            |                           |                            |
|---|----------------------------------|----------------------------|---------------------------------|----------------------------|---------------------------|----------------------------|
| <b>Présentation synthétique en euros</b>        |                                  |                            |                                 |                            |                           |                            |
| <b>Libellés</b>                                 | <b>Section de Fonctionnement</b> |                            | <b>Section d'Investissement</b> |                            | <b>Total des Sections</b> |                            |
|   | Dépenses nettes / Déficit        | Recettes nettes / Excédent | Dépenses nettes / Déficit       | Recettes nettes / Excédent | Dépenses nettes / Déficit | Recettes nettes / Excédent |
| <b>Reports de l'exercice 2017</b>               |                                  | 200 000,00                 |                                 | 34 191,01                  |                           | 234 191,01                 |
| <b>Résultats budgétaires de l'exercice 2018</b> | 11 847 858,42                    | 13 762 884,31              | 4 590 484,89                    | 3 261 155,50               | 16 438 343,31             | 17 024 039,81              |
| <b>Totaux</b>                                   | <b>11 847 858,42</b>             | <b>13 962 884,31</b>       | <b>4 590 484,89</b>             | <b>3 295 346,51</b>        | <b>16 438 343,31</b>      | <b>17 258 230,82</b>       |
| <b>Résultats définitifs</b>                     |                                  | <b>2 115 025,89</b>        | <b>1 295 138,38</b>             |                            |                           | <b>819 887,51</b>          |

- **PREND ACTE** de la présentation des restes à réaliser, lesquels peuvent se résumer ainsi :

| <b>RAR 2018</b>                                      |                                  |                            |                                 |                            |                           |                            |
|--|----------------------------------|----------------------------|---------------------------------|----------------------------|---------------------------|----------------------------|
| <b>Présentation synthétique en euros</b>             |                                  |                            |                                 |                            |                           |                            |
| <b>Libellés</b>                                      | <b>Section de Fonctionnement</b> |                            | <b>Section d'Investissement</b> |                            | <b>Total des Sections</b> |                            |
|  | Dépenses nettes / Déficit        | Recettes nettes / Excédent | Dépenses nettes / Déficit       | Recettes nettes / Excédent | Dépenses nettes / Déficit | Recettes nettes / Excédent |
| <b>Total des restes à réaliser à reporter en N+1</b> |                                  |                            | <b>38 884,95</b>                | <b>150 000,00</b>          |                           | <b>111 115,05</b>          |

**Après examen et en avoir délibéré, hors la présence de Madame le Maire, le Conseil Municipal vote :**

|                   |  |
|-------------------|--|
| <b>Pour</b>       |  |
| <b>Contre</b>     |  |
| <b>Abstention</b> |  |

**Le Conseil Municipal, ayant entendu l'exposé de M. NENCIONI :**

- **APPROUVE** la présentation faite du compte administratif 2018,
- **CONSTATE**, pour la comptabilité principale, les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relative au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire des différents comptes,
- **ARRÊTE** les résultats définitifs du Compte administratif 2018 tels que résumés ci-dessus,
- **CHARGE** Madame Le Maire d'en informer Monsieur le Préfet et Monsieur le Receveur Municipal,
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer toutes les pièces et entreprendre toutes les démarches nécessaires à la bonne fin du présent dossier.
- **RECONNAIT** la sincérité des restes à réaliser.

**Volumineux, le compte administratif complet est en consultation au secrétariat général de la Mairie.**

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus - VILLE DE  
SAINT JEAN DE VEDAS (1)**

**AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)**

Numéro SIRET : 21340270400018

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE DE COURNONTERRAL

**M 14**

**Compte administratif  
voté par nature**

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (3)

ANNEE 2018

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>VUE D'ENSEMBLE</b>                       | <b>A1</b> |

**EXECUTION DU BUDGET**

|  |                           | DEPENSES |               | RECETTES |               |
|--|---------------------------|----------|---------------|----------|---------------|
| REALISATIONS<br>DE L'EXERCICE<br>(mandats et titres) | Section de fonctionnement | A        | 11 847 858,42 | G        | 13 762 884,31 |
|  | Section d'investissement  | B        | 4 590 484,89  | H        | 3 261 155,50  |

+ +

|                                 |  |   |                      |   |                             |
|---------------------------------|--|---|----------------------|---|-----------------------------|
| REPORTS DE<br>L'EXERCICE<br>N-1 | Report en section de<br>fonctionnement (002) | C | 0,00<br>(si déficit) | I | 200 000,00<br>(si excédent) |
|                                 | Report en section<br>d'investissement (001)  | D | 0,00<br>(si déficit) | J | 34 191,01<br>(si excédent)  |

= =

|   |           |                      |           |                      |
|---|-----------|----------------------|-----------|----------------------|
| <b>TOTAL (réalisations +<br/>reports)</b> | = A+B+C+D | <b>16 438 343,31</b> | = G+H+I+J | <b>17 258 230,82</b> |
|---|-----------|----------------------|-----------|----------------------|

|  |  |       |                  |       |                   |
|--|--|-------|------------------|-------|-------------------|
| RESTES A<br>REALISER A<br>REPORTER EN<br>N+1 (1) | Section de fonctionnement                                | E     | 0,00             | K     | 0,00              |
|  | Section d'investissement                                 | F     | 38 884,95        | L     | 150 000,00        |
|  | <b>TOTAL des restes à réaliser à<br/>reporter en N+1</b> | = E+F | <b>38 884,95</b> | = K+L | <b>150 000,00</b> |

|                    |                           |               |                      |               |                      |
|--------------------|---------------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|
| RESULTAT<br>CUMULE | Section de fonctionnement | = A+C+E       | 11 847 858,42        | = G+I+K       | 13 962 884,31        |
|                    | Section d'investissement  | = B+D+F       | 4 629 369,84         | = H+J+L       | 3 445 346,51         |
|                    | <b>TOTAL CUMULE</b>       | = A+B+C+D+E+F | <b>16 477 228,26</b> | = G+H+I+J+K+L | <b>17 408 230,82</b> |

**DETAIL DES RESTES A REALISER**

| Chap.  | Libellé                                  | Dépenses engagées non<br>mandatées | Titres restant à émettre |
|--|--|------------------------------------|--------------------------|
| <b>TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b> |  | E 0,00                             | K 0,00                   |
| 011  | Charges à caractère général              | 0,00                               |                          |
| 012  | Charges de personnel, frais assimilés    | 0,00                               |                          |
| 014  | Atténuations de produits                 | 0,00                               |                          |
| 65   | Autres charges de gestion courante       | 0,00                               |                          |
| 656  | Frais fonctionnement des groupes d'élus  | 0,00                               |                          |
| 66   | Charges financières                      | 0,00                               |                          |
| 67   | Charges exceptionnelles                  | 0,00                               |                          |
| 70   | Produits services, domaine et ventes div |                                    | 0,00                     |
| 73   | Impôts et taxes                          |                                    | 0,00                     |
| 74   | Dotations et participations              |                                    | 0,00                     |
| 75   | Autres produits de gestion courante      |                                    | 0,00                     |
| 013  | Atténuations de charges                  |                                    | 0,00                     |
| 76   | Produits financiers                      |                                    | 0,00                     |
| 77   | Produits exceptionnels                   |                                    | 0,00                     |
| <b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>  |  | F 38 884,95                        | L 150 000,00             |
| 010  | Stocks (4)                               | 0,00                               | 0,00                     |
| 024  | Produits des cessions d'immobilisations  |                                    | 0,00                     |
| 10   | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00                               | 50 000,00                |
| 13   | Subventions d'investissement             | 0,00                               | 100 000,00               |
| 16   | Emprunts et dettes assimilées            | 0,00                               | 0,00                     |

VILLE DE SAINT JEAN DE VEDAS - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2018

| Chap. | Libellé                                      | Dépenses engagées non mandatées | Titres restant à émettre |
|-------|--|---------------------------------|--------------------------|
| 18    | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6) | 0,00                            | 0,00                     |
| 20    | Immobilisations incorporelles                | 6 180,00                        | 0,00                     |
| 204   | Subventions d'équipement versées             | 0,00                            | 0,00                     |
| 21    | Immobilisations corporelles                  | 32 704,95                       | 0,00                     |
| 22    | Immobilisations reçues en affectation (5)    | 0,00                            | 0,00                     |
| 23    | Immobilisations en cours                     | 0,00                            | 0,00                     |
| 26    | Participat° et créances rattachées           | 0,00                            | 0,00                     |
| 27    | Autres immobilisations financières           | 0,00                            | 0,00                     |

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).  
 Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

|  |           |
|--|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>  | <b>II</b> |
| <b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES</b> | <b>A2</b> |

**DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

| Chap.   | Libellé                                    | Crédits ouverts<br>(BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) |                      |                                  | Crédits annulés     |
|---|--|------------------------------------|--|----------------------|----------------------------------|---------------------|
|   |  |                                    | Mandats émis                             | Charg.<br>rattachées | Restes à<br>réaliser au<br>31/12 |                     |
| 011   | Charges à caractère général                | 2 500 000,00                       | 2 339 087,58                             | 148 938,59           | 0,00                             | 11 973,83           |
| 012   | Charges de personnel, frais assimilés      | 6 815 000,00                       | 6 705 350,67                             | 100,00               | 0,00                             | 109 549,33          |
| 014   | Atténuations de produits                   | 1 145 000,00                       | 606 386,86                               | 525 886,24           | 0,00                             | 12 726,90           |
| 65  | Autres charges de gestion courante         | 466 000,00                         | 412 314,16                               | 51 118,48            | 0,00                             | 2 567,36            |
| 656   | Frais fonctionnement des groupes d'élus    | 0,00                               | 0,00                                     | 0,00                 | 0,00                             | 0,00                |
| <b>Total des dépenses de gestion courante</b>         |  | <b>10 926 000,00</b>               | <b>10 063 139,27</b>                     | <b>726 043,31</b>    | <b>0,00</b>                      | <b>136 817,42</b>   |
| 66  | Charges financières                        | 267 000,00                         | 259 710,94                               | 0,00                 | 0,00                             | 7 289,06            |
| 67  | Charges exceptionnelles                    | 35 000,00                          | 23 801,53                                | 400,00               | 0,00                             | 10 798,47           |
| 68  | Dotations provisions semi-budgétaires (1)  | 0,00                               | 0,00                                     |                      |                                  | 0,00                |
| 022   | Dépenses imprévues                         | 0,00                               |  |                      |                                  |                     |
| <b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>   |  | <b>11 228 000,00</b>               | <b>10 346 651,74</b>                     | <b>726 443,31</b>    | <b>0,00</b>                      | <b>154 904,95</b>   |
| 023   | Virement à la section d'investissement (2) | 1 633 300,00                       |  |                      |                                  |                     |
| 042   | Opérat* ordre transfert entre sections (2) | 600 000,00                         | 774 763,37                               |                      |                                  | -174 763,37         |
| 043   | Opérat* ordre intérieur de la section (2)  | 0,00                               | 0,00                                     |                      |                                  | 0,00                |
| <b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>   |  | <b>2 233 300,00</b>                | <b>774 763,37</b>                        |                      |                                  | <b>1 458 536,63</b> |
| <b>TOTAL</b>  |  | <b>13 461 300,00</b>               | <b>11 121 415,11</b>                     | <b>726 443,31</b>    | <b>0,00</b>                      | <b>1 613 441,58</b> |
| <b>Pour information</b>                               |  | (3) 0,00                           |  |                      |                                  |                     |
| <b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b> |  |                                    |  |                      |                                  |                     |

**RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

| Chap.  | Libellé                                    | Crédits ouverts<br>(BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) |                     |                                  | Crédits annulés    |
|--|--|------------------------------------|--|---------------------|----------------------------------|--------------------|
|  |  |                                    | Titres émis                              | Prod.<br>rattachées | Restes à<br>réaliser au<br>31/12 |                    |
| 013  | Atténuations de charges                    | 80 000,00                          | 106 002,23                               | 27 677,78           | 0,00                             | -53 680,01         |
| 70   | Produits services, domaine et ventes div   | 1 286 000,00                       | 1 068 812,32                             | 187 973,08          | 0,00                             | 29 214,60          |
| 73   | Impôts et taxes                            | 9 902 000,00                       | 9 993 466,07                             | 83 154,00           | 0,00                             | -174 620,07        |
| 74   | Dotations et participations                | 1 413 000,00                       | 1 234 004,84                             | 265 563,20          | 0,00                             | -86 568,04         |
| 75   | Autres produits de gestion courante        | 365 300,00                         | 304 632,88                               | 68 221,25           | 0,00                             | -7 554,13          |
| <b>Total des recettes de gestion courante</b>          |  | <b>13 046 300,00</b>               | <b>12 706 918,34</b>                     | <b>632 589,31</b>   | <b>0,00</b>                      | <b>-293 207,65</b> |
| 76   | Produits financiers                        | 0,00                               | 15,19                                    | 0,00                | 0,00                             | -15,19             |
| 77   | Produits exceptionnels                     | 15 000,00                          | 228 478,76                               | 0,00                | 0,00                             | -213 478,76        |
| 78   | Reprises provisions semi-budgétaires (1)   | 0,00                               | 0,00                                     |                     |                                  | 0,00               |
| <b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>    |  | <b>13 061 300,00</b>               | <b>12 935 412,29</b>                     | <b>632 589,31</b>   | <b>0,00</b>                      | <b>-506 701,60</b> |
| 042  | Opérat* ordre transfert entre sections (2) | 200 000,00                         | 194 882,71                               |                     |                                  | 5 117,29           |
| 043  | Opérat* ordre intérieur de la section (2)  | 0,00                               | 0,00                                     |                     |                                  | 0,00               |
| <b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>    |  | <b>200 000,00</b>                  | <b>194 882,71</b>                        |                     |                                  | <b>5 117,29</b>    |
| <b>TOTAL</b>   |  | <b>13 261 300,00</b>               | <b>13 130 295,00</b>                     | <b>632 589,31</b>   | <b>0,00</b>                      | <b>-501 584,31</b> |
| <b>Pour information</b>                                |  | (3) 200 000,00                     |  |                     |                                  |                    |
| <b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b> |  |                                    |  |                     |                                  |                    |

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES</b> | <b>A3</b> |

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

| Chap. | Libellé   | Crédits ouverts<br>(BP+DM+RAR N-1) | Mandats émis        | Restes à réaliser<br>au 31/12 | Crédits annulés   |
|-------|---|------------------------------------|---------------------|-------------------------------|-------------------|
| 010   | Stocks (3)  | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00              |
| 20    | Immobilisations incorporelles (sauf 204)              | 76 254,00                          | 68 941,32           | 6 180,00                      | 1 132,68          |
| 204   | Subventions d'équipement versées                      | 1 967 939,61                       | 1 638 514,16        | 0,00                          | 329 425,45        |
| 21    | Immobilisations corporelles                           | 681 751,75                         | 614 899,34          | 32 704,95                     | 34 147,46         |
| 22    | Immobilisations reçues en affectation (4)             | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00              |
| 23    | Immobilisations en cours                              | 1 785,69                           | 1 844,50            | 0,00                          | -58,81            |
|       | <b>Total des opérations d'équipement</b>              | <b>1 220 000,00</b>                | <b>1 199 014,92</b> | <b>0,00</b>                   | <b>20 985,08</b>  |
|       | <b>Total des dépenses d'équipement</b>                | <b>3 947 731,05</b>                | <b>3 523 214,24</b> | <b>38 884,95</b>              | <b>385 631,86</b> |
| 10    | Dotations, fonds divers et réserves                   | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00              |
| 13    | Subventions d'investissement                          | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00              |
| 16    | Emprunts et dettes assimilées                         | 875 000,00                         | 872 387,94          | 0,00                          | 2 612,06          |
| 18    | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)          | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00              |
| 26    | Participat° et créances rattachées                    | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00              |
| 27    | Autres immobilisations financières                    | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00              |
| 020   | Dépenses imprévues                                    | 0,00                               |                     |                               |                   |
|       | <b>Total des dépenses financières</b>                 | <b>875 000,00</b>                  | <b>872 387,94</b>   | <b>0,00</b>                   | <b>2 612,06</b>   |
| 45... | <b>Total des opé. pour compte de tiers (6)</b>        | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>       |
|       | <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>    | <b>4 822 731,05</b>                | <b>4 395 602,18</b> | <b>38 884,95</b>              | <b>388 243,92</b> |
| 040   | Opérat° ordre transfert entre sections (1)            | 200 000,00                         | 194 882,71          |                               | 5 117,29          |
| 041   | Opérations patrimoniales (1)                          | 0,00                               | 0,00                |                               | 0,00              |
|       | <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>    | <b>200 000,00</b>                  | <b>194 882,71</b>   |                               | <b>5 117,29</b>   |
|       | <b>TOTAL</b>  | <b>5 022 731,05</b>                | <b>4 590 484,89</b> | <b>38 884,95</b>              | <b>393 361,21</b> |
|       | <b>Pour information</b>                               | (2) 0,00                           |                     |                               |                   |
|       | <b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b> |                                    |                     |                               |                   |

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

| Chap. | Libellé  | Crédits ouverts<br>(BP+DM+RAR N-1) | Titres émis         | Restes à réaliser<br>au 31/12 | Crédits annulés   |
|-------|--|------------------------------------|---------------------|-------------------------------|-------------------|
| 010   | Stocks (3)   | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00              |
| 13    | Subventions d'investissement                       | 210 000,00                         | 10 000,00           | 100 000,00                    | 100 000,00        |
| 16    | Emprunts et dettes assimilées (hors 165)           | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00              |
| 20    | Immobilisations incorporelles (sauf 204)           | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00              |
| 204   | Subventions d'équipement versées                   | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00              |
| 21    | Immobilisations corporelles                        | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00              |
| 22    | Immobilisations reçues en affectation (4)          | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00              |
| 23    | Immobilisations en cours                           | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00              |
|       | <b>Total des recettes d'équipement</b>             | <b>210 000,00</b>                  | <b>10 000,00</b>    | <b>100 000,00</b>             | <b>100 000,00</b> |
| 10    | Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)    | 486 959,86                         | 615 065,95          | 50 000,00                     | -178 106,09       |
| 1068  | Excédents de fonctionnement capitalisés (7)        | 1 861 326,18                       | 1 861 326,18        | 0,00                          | 0,00              |
| 138   | Autres subvent° invest. non transf.                | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00              |
| 165   | Dépôts et cautionnements reçus                     | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00              |
| 18    | Compte de liaison : affectat° (BA,régie)           | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00              |
| 26    | Participat° et créances rattachées                 | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00              |
| 27    | Autres immobilisations financières                 | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00              |
| 024   | Produits des cessions d'immobilisations            | 196 954,00                         |                     | 0,00                          |                   |
|       | <b>Total des recettes financières</b>              | <b>2 545 240,04</b>                | <b>2 476 392,13</b> | <b>50 000,00</b>              | <b>18 847,91</b>  |
| 45... | <b>Total des opé. pour le compte de tiers (6)</b>  | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>       |
|       | <b>Total des recettes réelles d'investissement</b> | <b>2 755 240,04</b>                | <b>2 486 392,13</b> | <b>150 000,00</b>             | <b>118 847,91</b> |
| 021   | Virement de la sect° de fonctionnement (1)         | 1 633 300,00                       |                     |                               |                   |
| 040   | Opérat° ordre transfert entre sections (1)         | 600 000,00                         | 774 763,37          |                               | -174 763,37       |

VILLE DE SAINT JEAN DE VEDAS - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2018

| Chap.   | Libellé                      | Crédits ouverts<br>(BP+DM+RAR N-1) | Titres émis         | Restes à réaliser<br>au 31/12 | Crédits annulés     |
|---|------------------------------|------------------------------------|---------------------|-------------------------------|---------------------|
| 041   | Opérations patrimoniales (1) | 0,00                               | 0,00                |                               | 0,00                |
| <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>    |                              | <b>2 233 300,00</b>                | <b>774 763,37</b>   |                               | <b>1 458 536,63</b> |
| <b>TOTAL</b>  |                              | <b>4 988 540,04</b>                | <b>3 261 155,50</b> | <b>150 000,00</b>             | <b>1 677 384,54</b> |
| <b>Pour information</b>                               |                              | (2) <b>34 191,01</b>               |                     |                               |                     |
| <b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b> |                              |                                    |                     |                               |                     |

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.